

### **Bolivie : un territoire pour les Toromono**

Le gouvernement bolivien vient de protéger le territoire des Toromono. Une zone exclusive de 19000km<sup>2</sup>, où toute activité d'exploitation forestière, pétrolière ou minière est désormais pros- crite, a été créée afin de protéger ce groupe d'amérindiens isolés d'Amazonie bolivienne.

Les Toromono appartiennent à la famille linguistique des *Tacana*. Leur indiscutable existence historique est peu connue. Aujourd'hui, un groupe non contacté nomadise dans le Nord ama- zonien du département de La Paz.

Depuis quelques années, la région est envahie d'exploitants forestiers. Leurs incursions en quête de bois précieux mettaient en grand danger cette communauté isolée. De plus le riche sous sol de cette région n'aurait pas tardé à être prospectée par les compagnies pétrolière et minière.

Lors de sa mission en Bolivie en juin 2006, Patrick Bernard, président d'ICRA, avait notam- ment rencontré Mr Patzi, le Ministre de l'éducation et de la culture, chargé des groupes eth- niques et linguistiques, du tout nouveau gouvernement bolivien, et lui avait fait par de l'ur- gente nécessité de protéger les dernières tribus isolées d'Amazonie Boliviennes, dont les Toromono.

Il semble que cette intervention ai porté ses fruits et nous avons bon espoir de voir le territoire des autres tribus isolées d'Amazonie bolivienne protégé.

### **Botswana : Les Bushmen autorisés à retourner dans le Kalahari**

La haute cour de Gaborone vient de décider que l'expulsion des Bushmen par le gouverne- ment était contraire à la loi et qu'ils avaient le droit de vivre (incluant le droit de chasse et ce collecte) dans la Réserve naturelle du Kalahari, leur territoire ancestral.

La haute cour de Gaborone a décidé, le mercredi 13 décembre 2006, à Lobatse, que les Bushmen avaient été illégalement expulsés de la réserve naturelle du Kalahari Central. Les plaignants, déplacés dans des campements en 2002, estimaient notamment que leur éviction était liée à la présence de diamants sur leurs terres. Le gouvernement n'a pas encore réagi au jugement, mais dispose de six semaines pour faire appel.

*“Avant le 31 janvier 2002, les plaignants étaient en possession des terres qu'ils occupaient légalement dans la réserve naturelle du Kalahari Central CKGR. Les plaignants ont été pri- vés de ces possessions par force, à tort et sans leur consentement”*, a tranché Maruping Dibotelo, président de l'instance judiciaire.

Les Bushmen, terme générique utilisé pour parler des tribus *Gana*, *Gwi*, *Tsila* et *Bakgalagadi*, se félicitent de cette victoire. *“Aujourd'hui est le plus beau jour de notre vie. Nous souffrons depuis si longtemps mais aujourd'hui nous pleurons de joie. Nous avons enfin retrouvé la liberté. Les expulsions ont été très dures pour mon peuple. J'espère que nous allons mainte- nant pouvoir retourner sur notre territoire”*, a déclaré Roy Sesana, le porte-parole des Bushmen.

Ils estiment toutefois que la décision n'est pas complètement satisfaisante. Le tribunal a en effet estimé que le gouvernement n'avait pas agi de façon *“illégal ou anticonstitutionnelle”* en mettant fin aux services de base, comme l'accès à l'eau et à la nourriture. Le gouverne- ment n'a pas encore réagi au verdict de la cour, mais il dispose de six semaines pour faire appel. Une décision qui prolongerait l'une des sagas judiciaires les plus longues et coûteuses de l'histoire du pays.

L'Etat pourrait bien choisir cette option. L'un des juges de Lobatse, Unity Dow, a considéré que les Bushmen constituaient *“un groupe ethnique qui a été historiquement traité avec mépris”* et que les autorités auraient dû prendre en compte *“leur relation spéciale avec leur terre”*. Une relation spéciale que ne reconnaît pas le gouvernement. Il soutient que les Bushmen ont notamment été expulsés parce qu'ils ne vivaient plus de façon ancestrale et dégradait l'environnement.

Afrika.com